



Conseil d'administration du 06/04/2023

Délibération n°7

Objet : Arbitrage sur les suites du portage foncier avec la commune de CHEVILLY

Projet : Aménagement d'une place urbaine -référencé n°RU-22/02/2018-02

Etaient présents:

Collèges	Titulaires	Pré.	Rep.	Suppléants	Pré.
Communes	CHOFFY Patrick			BOULOGNE Didier	
	CHAMBRIN Michel	\boxtimes		HARDOUIN Patrick	
	LEGENDRE Christian	\boxtimes			
EPCI	NEVEU Didier	\boxtimes		ASENSIO Philippe	
	DUPUIS David	\boxtimes		ECHEGUT Patrick	
	MALET Jean-Jacques			LECOMTE Olivier	
	JOLIVET Thierry	\boxtimes		VAREILLES Philippe	
	NIEUVARTS Hervé	\boxtimes		BREYER Yves	
	LARCHERON Gérard	\boxtimes		CITRON Olivier	
	HAUCHECORNE Bertrand			HAUER Eric	
	BURGEVIN Gilles				
	LEGRAND Gérard	\boxtimes			
	GAURAT Hervé	\boxtimes			
	DUCROT Didier	\boxtimes			
	BELHOMME François		\boxtimes		
	BAUDE Laurent			TRIQUET Francis	
	TOUCHARD Alain		\boxtimes		
	BARRUEL Béatrice		\boxtimes		
Départements	LEVY Ariel	\boxtimes		VALLIES Jean-Vincent	
	GAUDET Marc	\boxtimes		NERAUD Frédéric	
	LEMOINE Stéphane			BUISSON Hervé	
	BAUDU Stéphane	\boxtimes		LHERITIER Catherine	
Région	JACQUET David			SAUTREUIL Magali	

Le Conseil d'administration de l'EPFLI Foncier Cœur de France, Vu le rapport du Président du Conseil d'administration,

Vu les articles L. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme,

Vu le règlement intérieur et d'intervention de l'EPFLI Foncier Cœur de France,

Vu la convention de portage en date du 24 avril 2018,

Vu l'acte d'acquisition par l'EPFLI Foncier Cœur de France en date du 18 septembre 2018,

Vu l'acte de cession par l'EPFLI Foncier Cœur de France en date du 20 décembre 2019,

Vu l'acte de cession par l'EPFLI Foncier Cœur de France en date du 4 novembre 2020,

Vu le courriel de la Directrice de l'EPFLI Foncier Cœur de France en date du 18 janvier 2023 demandant le rachat par la commune de la parcelle,

Vu le courrier du Maire de CHEVILLY en date du 27 mars 2023 sollicitant un aménagement du portage foncier,





DELIBERE

<u>Article 1</u>: le rapport et ses annexes sont adoptés.

<u>Article 2</u>: il est décidé de confirmer la nécessité de céder la parcelle en 2023 et de proposer un différé de paiement du solde du prix en 2024, avec des frais de portage appliqués à titre de pénalités jusqu'à la date effective de paiement.

Adopté à l'unanimité

Pour extrait conforme,

Ariel LÉVY

Président de l'EPFLI Foncier Cœur de France

Publication sur le site internet www.fonciercoeurdefrance.fr le 17/04/2023